

Unité départementale du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520
83070 TOULON

TOULON, le 18/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MV LOC'AVENIR

546 CHE DES VAUBELONS
83610 Collobrières

Références : D-UD83-2023-0415

Code AIOT : 0100028479

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/08/2023 dans l'établissement MV LOC'AVENIR implanté Parcelle 0038 Le grand clot pouiri 83830 Callas. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par courriel en date du 30 mai 2023, il nous a été signalé l'existence d'un important chantier d'affouillements du sol situé lieu dit Grand Clot Pouiri à CALLAS. L'objet de notre inspection était de vérifier la situation administrative et les conditions d'exploitation des installations .

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MV LOC'AVENIR
- Parcelle 0038 Le grand clot pouiri 83830 Callas
- Code AIOT : 0100028479
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Il s'agit d'un chantier d'extraction de matériaux rocheux et de remblayage avec la présence d'installations de criblage de matériaux sur site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	situation administrative autorisation	Code de l'environnement du 09/12/2020, article L 512-1	/	Suspension, Mise en demeure, dépôt de dossier	2 mois
2	situation administrative déclaration	Code de l'environnement du 09/12/2020, article L 512-8	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des opérations d'affouillements du sol ont été réalisés sur une surface d'environ 5000 m².

Des blocs rocheux et des pierres de différentes tailles ont été extraites du sol et sont stockés sur place en tas.

L'opérateur sur place nous informe que les matériaux extraits du sol sont utilisés pour la création de pistes à l'intérieur du domaine.

La convention passée entre le propriétaire des terrains et l'exploitant fait état des travaux suivants:

"Défonçage des terrains sur deux mètres, tri des blocs et stockage provisoire"

"Amenée des matériaux terreux par camions jusqu'au site et évacuation des blocs"

Les extractions de matériaux rocheux constatées ont donc pour vocation première la production de ces matériaux en vue de leur utilisation comme matériaux de carrière; cette activité est soumise à autorisation au regard de la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant ne dispose pas de autorisation requise.

Nous avons également constaté la présence d'installations de traitement (criblage) de matériaux sur site.

Ces installations sont soumises à déclaration au regard de la rubrique 2515 de la nomenclature des installations classées du fait de leur puissance (90 kw) comprise entre 40 et 200 kw.

L'exploitant de ces installations ne dispose pas de la déclaration requise.

La situation administrative de l'ensemble des installations n'est donc pas régulière.
Compte tenu de cette situation, l'inspection propose à Monsieur le Préfet du Var de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation administrative et de suspendre l'activité compte tenu des impacts environnementaux notamment sur le paysage (affouillement, exhaussement et fronts de taille).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : situation administrative autorisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/12/2020, article L 512-1
Thème(s) : Situation administrative, Autorisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>L'autorisation, dénommée autorisation environnementale, est délivrée dans les conditions prévues au chapitre unique du titre VIII du livre Ier.</p> <p>Situation administrative au regard de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Activité exercée au regard de la rubrique 2510 de la nomenclature des ICPE</p>
<p>Constats : Des opérations d'affouillements du sol ont été réalisés sur une surface d'environ 5000 m². Des blocs rocheux et des pierres de différentes tailles ont été extraites du sol et sont stockés sur place en tas. L'opérateur nous informe que les matériaux extraits du sol sont utilisés pour la création de pistes à l'intérieur du domaine. La convention passée entre le propriétaire des terrains et l'exploitant fait état des travaux suivants: "Défonçage des terrains sur deux mètres, tri des blocs et stockage provisoire" "Amenée des matériaux terreux par camions jusqu'au site et évacuation des blocs" Les extractions de matériaux rocheux constatées ont donc pour vocation première la production de ces matériaux en vue de leur utilisation comme matériaux de carrière, cette activité est soumise à autorisation au regard de la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées. L'exploitant ne dispose pas de autorisation requise. La situation administrative est irrégulière.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Suspension, Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : situation administrative déclaration

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/12/2020, article L 512-8
Thème(s) : Situation administrative, crible
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sont soumises à déclaration les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1. Situation administrative au regard de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement. Activité exercée au regard de la rubrique 2515 de la nomenclature des ICPE
Constats : Présence d'un crible de marque KEESTRACK type Frontier d'une puissance de 90 kW Ce type d'installations de traitement de matériaux est soumis à déclaration au regard de la rubrique 2515 de la nomenclature des installations classées car la puissance de l'installation est comprise entre 40 et 200 kW Aucune déclaration n'a pu nous être présentée par l'exploitant La situation administrative des installations est donc irrégulière
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 2 mois

Modèle d'arrêté de mise en demeure de régularisation (L. 171-7)

République Française

ARRÊTÉ N ° ... du portant mise en demeure de régulariser la situation administrative

**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société MV LOC'AVENIR, à CALLAS, Exploitation de carrière**

LE PRÉFET DU VAR

Vu le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-3, L. 514-5 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du [précisez la date] conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulé par courrier en date du [précisez la date]

ou

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 10 aout 2023, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

Des opérations d'affouillements du sol ont été réalisés sur une surface d'environ 5000 m². Des blocs rocheux et des pierres de différentes tailles ont été extraites du sol et sont stockés sur place en tas avant d'être utilisés pour la création de pistes à l'intérieur du domaine. Une installation de criblage de matériaux de marque d'une puissance de 90 kw est présente sur site.

Considérant la nomenclature des installations classées et notamment les rubriques suivantes :

- 2510- 1 : Exploitation de carrières
- 2515- 1- b : Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2.

La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW :

Considérant que les installations dont l'activité a été constatée lors de la visite du 10 aout 2023 relèvent du régime de l'autorisation (rubrique 2510 - 1) sont exploitées sans l'autorisation nécessaire en application de l'article L. 512-1 du code de l'environnement.

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement de mettre en demeure la société MV LOC'AVENIR de régulariser sa situation administrative.

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du VAR

ARRETE

Article 1 - La société MV LOC'AVENIR dont le siege social est situé 546 Chemin des Vaubelons 83610 à COLLOBRIERES exploitant une installation de carrière et de traitement de matériaux sises lieu dit " Grand Clot Pouiri" , parcelle 0038 sur la commune de CALLAS est mise en demeure de régulariser sa situation administrative soit :

- En déposant un dossier de demande d'autorisation en préfecture.
- En cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-7-6 du code de l'environnement. .

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- Dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les trois mois et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement ;
- Dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation , ce dernier doit être déposé dans un délai de douze mois. L'exploitant fournit dans les trois mois les éléments justifiants du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude...etc.) ;

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code ; ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

Article 3 - Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Le recours contentieux contre la présente décision peut être formé, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente décision :

- soit par voie postale (Tribunal administratif de Toulon) ;

soit par voie dématérialisée, via l'application « Télérecours » accessible sur le site <https://www.telerecours.fr>

Article 4 - Le présent arrêté sera notifié à la société MV LOC'AVENIR dont le siège social est situé 546 Chemin des Vaubelons 83610 à COLLOBRIERES et publié sur le site internet de la préfecture du Var pendant une durée minimale de 2 mois.

Une copie est transmise :

- au secrétaire général de la préfecture du Var,
 - au sous-préfet de l'arrondissement de Draguignan
 - au maire de Callas,
 - au commandant de groupement de gendarmerie,
 - au chef de l'unité départementale du Var de la DREAL PACA,
- chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Modèle d'arrêté de suspension (L. 171-8)

République Française

ARRÊTÉ N ° ... du portant suspension en attente d'exécution complète des conditions imposées à l'exploitation de l'Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société MV LOC'AVENIR, à CALLAS, Exploitation de carrière

LE PRÉFET DU VAR

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-10, L. 171-11, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du [précisez la date] conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement :

Vu les observations de l'exploitant formulé par courrier en date du [précisez la date]

ou

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 10 aout 2023, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

Des opérations d'affouillements du sol ont été réalisés sur une surface d'environ 5000 m2 . Des blocs rocheux et des pierres de différentes tailles ont été extraites du sol et sont stockés sur place en tas avant d'être utilisés pour la création de pistes à l'intérieur du domaine. Une installation de criblage de matériaux de marque d'une puissance de 90 kw est présente sur site.

Considérant la nomenclature des installations classées et notamment les rubriques suivantes :

- 2510- 1 : Exploitation de carrières
- 2515- 1- b : Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique

2515-2.

La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW :

Considérant que les installations dont l'activité a été constatée lors de la visite du 10 aout 2023 relèvent du régime de l'autorisation (rubrique 2510 - 1) sont exploitées sans l'autorisation nécessaire en application de l'article L. 512-1 du code de l'environnement.

Considérant qu'en application de l'article L.171-7 I du code de l'environnement, la société MV LOC'AVENIR est mis en demeure de régulariser la situation administrative de ses installations par arrêté préfectoral de mise en demeure du [précisez la date]

Considérant la gravité des atteintes aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement liée à la poursuite de l'activité de la société MV LOC'AVENIR en situation irrégulière, et notamment les impacts sur le paysage et la biodiversité (affouillements, exhaussement, décapage des terrains et fronts de taille)

Considérant que l'article L.171-7 I du code de l'environnement dispose que : « l'autorité administrative compétente peut, par le même acte ou par un acte distinct, suspendre le fonctionnement des installations ou ouvrages, l'utilisation des objets et dispositifs ou la poursuite des travaux, opérations, activités ou aménagements jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la déclaration ou sur la demande d'autorisation, d'enregistrement, d'agrément, d'homologation ou de certification, à moins que des motifs d'intérêt général et en particulier la préservation des intérêts protégés par le présent code ne s'y opposent » ;

Considérant qu'aucun motif d'intérêt général ou de préservation des intérêts protégés n'est de nature à laisser persister l'exploitation sans titre des installations ;

Considérant que, dès lors, il y a lieu de prononcer la suspension d'activité des installations de carrière et de criblage de matériaux par La société MV LOC'AVENIR ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du VAR

ARRETE

Article 1 - L'exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement visée à l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du [précisez la date] est suspendue à compter de la date de notification du présent arrêté .

La société MV LOC'AVENIR prendra toutes mesures utiles pour assurer la protection des intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement durant la période de suspension et notamment le gardiennage et la sécurité de l'installation.

Conformément à l'article L. 171-9 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel, pendant toute la durée de cette suspension, le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 2 - Dans le cas où la suspension prévue à l'article 1 du présent arrêté ne serait pas respectée, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être apposé des scellés sur les installations visées conformément à l'article L. 171-10 du code de l'environnement.

Article 3 - Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Le recours contentieux contre la présente décision peut être formé, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente décision :

- soit par voie postale (Tribunal administratif de Toulon) ;

soit par voie dématérialisée, via l'application « Télérecours » accessible sur le site <https://www.telerecours.fr>

Article 4 - Le présent arrêté sera notifié à la société MV LOC'AVENIR dont le siège social est situé 546 Chemin des Vaubelons 83610 à COLLOBRIERES et publié sur le site internet de la préfecture du Var pendant une durée minimale de 2 mois.

Une copie est transmise :

- au secrétaire général de la préfecture du Var,
 - au sous-préfet de l'arrondissement de Draguignan
 - au maire de Callas,
 - au commandant de groupement de gendarmerie,
 - au chef de l'unité départementale du Var de la DREAL PACA,
- chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.